

ESPOIR

AIT
CNT

N°1

DE LA REVOLTE A LA RESISTANCE
DE LA RESISTANCE A LA REVOLUTION !

Sept 2005

Après le Plan Accéléré de Retour à l'Esclavage, le Contrat Nouvelle Embrouille !



LISTE DES BROCHURES EDITES PAR LA CNT-AIT

Nous éditons des brochures thématiques sur des sujets d'ordre syndical, politique, sur l'histoire du mouvement ouvrier ou sur l'actualité sociale. Pour approfondir une question, entamer un débat, ou tout simplement pour le plaisir, nous vous invitons à venir les découvrir lors de nos permanences publiques. Nous pouvons aussi vous les envoyer par la poste (coût d'envoi : 2 euros par brochure).

- *Anarchosyndicalisme et autonomie populaire*
- *Les élections professionnelles contre le syndicalisme (brochure Confédérale)*
- *La F.O.R.A., une organisation anarchiste ouvrière*
- *"École de la République : école de la soumission"*
- *Réflexions militantes - Pour l'abstention et contre le capitalisme*
- *L'idée des Soviets par Pano VASSILIEV*
- *La pensée politique de Camus par Marin Progreso*
- *Le Revenu social minimum garanti par le Syndicat Chômeur CNT-AIT de Caen*
- *L'action directe par Émile Pouget*
- *Espagne libertaire par A. et D. Prudhommeaux*
- *Le sabotage par Émile Pouget*
- *Notre place dans le mouvement ouvrier français par Xavier Frolan*
- *De la première Internationale à l'Association Internationale des Travailleurs par Antoine Castel*
- *Suède : la S.A.C. et le réformisme libertaire par "les Amis de l'AIT en Suisse"*
- *Immigration : réponses aux mensonges racistes*
- *"Les Prud'hommes ne défendent pas les travailleurs, ils les jugent"*

+ d'infos sur <http://cnt-ait.info>

CARNET ROSE :

Le SIPN a le bonheur de souhaiter la bienvenue à Quantin et à Anselme. Félicitations aux heureux parents. !

Directrice de Publication : Frédérique Mont Cenis
N° CPPAP : En cours
Dépôt légal : à parution

LE NERF DE LA GUERRE SOCIALE

La CNT-AIT est une organisation anarchosyndicaliste. Elle fait partie de l'Association Internationale des Travailleurs (AIT), qu'elle représente en France. Elle regroupe des étudiants, des chômeurs et des travailleurs, dans le but de lutter collectivement contre les injustices du présent et d'approfondir une réflexion commune sur la société dans une perspective révolutionnaire : le communisme libertaire.

Elle ne se présente à aucune élection, qu'elle boycotte toutes. Elle ne collabore avec aucun parti politique, ni avec les patrons ni avec l'État. A ce titre nous refusons toute subvention.

N'hésitez pas à nous faire part de vos encouragements, de vos coups de gueules, de vos critiques, remarques ou même insultes. C'est par l'échange que l'on pourra progresser

Si vous le souhaitez, vous pouvez contribuer à ce journal en nous adressant vos correspondances d'entreprise ou de quartier, vos illustrations, vos textes de réflexion, etc ...

La CNT-AIT n'est (encore ☺) qu'une petite organisation. elle ne peut compter que sur les efforts de ses militants. Le développement de l'AIT sur Paris est important pour le développement de l'anarchosyndicalisme dans cette région et plus généralement en France. Si vous souhaitez nous soutenir dans notre démarche, vous pouvez vous abonner au journal (prix libre, chèques à l'ordre de AIT à envoyer à l'adresse ci dessous). Nous l'envoyons gratuitement aux chômeurs, précaires et prisonniers.

Le SIPN

Comment nous contacter ?

• En nous écrivant :

AIT c/o AAAFA BP 5 75860 PARIS Cedex 18

• En nous envoyant un mail :

contact@cnt-ait.info

• En passant aux permanences publiques

Au 39 rue de la Tour d'Auvergne à Paris. (Métro Pigalle, Anvers ou Notre Dame de Lorette). Un samedi sur deux de 15h à 18 heures.

Prochaines permanences : les samedis 15 octobre, 29 octobre, 5 novembre, 26 novembre. De plus, des débats sont organisés les 5 et 19 novembre, cf. page 5

• En passant aux tables de presses

Un dimanche sur deux, marché Dejean dans le XVIII (Métro Château Rouge) de 11h à 13 heures

Prochaines tables de presse : les dimanche 9 octobre, 23 octobre, 6 novembre, 20 novembre

"ESPOIR" est le bulletin d'information du Syndicat Intercorporatif Paris Nord (SIPN) de la CNT-AIT. (Section française de l'Association Internationale des Travailleurs, AIT).

Il est rédigé à titre bénévole par des étudiants, des chômeurs et des salariés après leur journée de travail (et parfois même pendant, dans le dos du chef et du patron. **SABOTAGE !**)

LES RAISONS DE LA COLERE

Partout, tous les jours, que ce soit sur notre lieu de vie, notre lieu de travail, en discutant avec nos voisins, les raisons de se révolter ne manquent pas :

- Au « sud », les trois quarts de l'humanité souffrent de faim et de guerre dans la plus complète indifférence et le mépris le plus total des élites. Chaque jour, 30 000 enfants meurent de faim.

- Dans nos contrées occidentales, salariés, précaires, chômeurs, étudiants, lycéens, retraités..., sommes tous livrés à la même logique marchande qui impose précarisation, flexibilisation, et nous dépossède totalement de nos vies, de notre liberté d'action.

On nous divise en inventant des cloisonnements et des identités imaginaires : jeunes/vieux, français/étrangers, travailleurs/chômeurs... selon la bonne vieille tactique de diviser pour mieux régner. L'individualisme et le communautarisme ne font que renforcer les égoïsmes individuels ou collectifs, au détriment de la solidarité universelle.

Les politiciens continuent de nous bercer d'illusions avec leurs alliés syndicalistes. Ils sont impuissants pour enrayer la destruction de la planète, mais d'ailleurs, le veulent-ils ? Seule importe pour eux la « place » et la compétition électorale. Gouvernements, députés, patrons, syndicalistes, Églises et clergé, institutions représentatives... : tous nous envoient dans le mur. Quant aux déambulateurs de la contestation-spectacle, ils nous rejouent encore la carte « citoyenne » appelant de leurs vœux un État plus social, et un capitalisme à « visage humain ».

À chaque élection, les politiciens nous ressortent le mythe que l'État pourrait garantir nos droits, s'il était dirigé par des hommes politiques vertueux. Outre que cette espèce d'oiseau rare n'a jamais été observée sur terre, c'est oublier la nature même de l'État qui est avant tout un outil au service de la classe dirigeante et du capitalisme. Les États, garants de cet ordre économique et autoritaire, n'ont cessé de contrôler, réprimer, enfermer, écraser... Leurs officines, docilement intégrées (partis, syndicats...), ne sont que la voix de leur maître, et en rien des vecteurs efficaces de transformations sociales.

La société reste donc organisée économiquement sur la propriété privée (ressources naturelles, marchandises,

moyens de production, technologies), sur l'échange par l'argent, sur la concurrence et la compétition, sur le profit comme but, sur l'exploitation des femmes, des hommes et des enfants. L'éducation et l'instruction scolaire nient elles aussi la liberté et pratiquent sans vergogne la sélection et l'exclusion sociale (par exemple : l'histoire enseignée est celle du pouvoir). La culture de « masse » et de consommation s'érige comme supplétif au bonheur. La pub nous assomme de slogans : « Consommez, vous serez libre et heureux ! ».

Pourtant, contrairement à ce qu'on voudrait nous faire croire, l'Histoire n'est pas finie. Partout sur la planète, des gens luttent contre l'oppression, et l'émancipation de l'humanité reste à conquérir.

Nous ne devons pas douter de nos capacités collectives à transformer ce monde, mais nous ne devons pas reproduire les erreurs du passé. Ce ne sera pas en recréant les mêmes institutions (État, gouvernement, partis politiques, Églises, syndicats...) que nous nous libérerons, mais en développant l'autonomie des exploités et des opprimés.

Pour cela, nous pensons que le développement de structures auto-organisées, selon les principes anarchistes, participent de ce mouvement révolutionnaire qui reste à construire.

Loin d'établir un catalogue des méfaits induits par le capitalisme, notre analyse reste globale car nous pensons que toutes les oppressions, qu'elles soient économiques, politiques ou idéologiques, se croisent et se renforcent.

Nous voulons contribuer à redonner un sens collectif aux luttes, sortir de l'individualisme pour développer les résistances collectives. Cela passe notamment par la transmission de la mémoire des mouvements sociaux, pour reconstruire l'Utopie d'un projet global, le communisme anarchiste.

Comme l'union fait la force, nous nous organisons en un réseau fédéral, qui nous permet d'échanger des analyses et des expériences, et aussi de nous renforcer mutuellement avec ceux qui partagent un point de vue révolutionnaire.

Au quotidien, nous prenons part aux luttes contre la domination sous toute ses formes, qu'elle s'exerce sur notre lieu de travail, dans notre cité ou lieu de vie, en utilisant les outils de l'action directe et de la solidarité.

Les militants du SIPN

ANTI-nucléaire : un dimanche à la campagne

Alors que de nouvelles constructions de centrales nucléaires sont prévues pour les années à venir, l'échéance pour le choix de l'implantation d'un futur site d'enfouissement des déchets nucléaires se profile à grand pas. En effet, la décision devrait tomber d'ici 2007.

Un des sites pressentis se trouve en Normandie, à Athis de l'Orne. La perspective d'abriter une poubelle nucléaire n'avait pas laissé indifférent la population locale qui, en 2000, s'était regroupé en masse (plusieurs milliers) pour exprimer son refus. Depuis, un collectif agglomérant toutes les organisations écolo et politiques du coin essaie de maintenir l'attention sur le sujet. Le collectif, lié au Réseau Sortir du Nucléaire – avait donc décidé d'organiser un rappel en appelant à une marche pour la sortie du nucléaire entre Athis et Flers le 30 août dernier.

L'Union régionale de Normandie Bretagne CNT AIT, impliquée de longue date dans la lutte anti nucléaire, avait décidé d'être présente pour cet enjeu important, mais en portant une critique libertaire et radicale, relayant ainsi les positions du Collectif contre la société nucléaire et son monde : pour une sortie immédiate et une transformation rupturiste de la société.

Le jour dit, notre enthousiasme a été un peu douché. Certes le soleil était radieux ... Mais nous n'étions que 200 petits manifestants. Ce n'était pourtant pas les soutiens locaux qui manquaient à l'initiative : la plaquette couleur papier-glacé annonçant l'événement ressemblait à celle du comice agricole avec des publicités pour le boucher (bio) du coin, pour le concessionnaire Renault mais aussi pour les installateurs de chauffage (électrique ?) et – ça ne s'invente pas – pour des vendeurs d'électroménager !

En première page, figuraient les logos des sponsors institutionnels : Réseau sortir du nucléaire en bonne compagnie avec la Ville de Flers, le Département mais aussi ... l' A D E M E (Agence pour les économies d'énergie, dont fait partie EDF ...) et même le Ministère de l'environnement !

Les organisateurs avaient d'ailleurs fort hypocritement recouvert ces deux derniers logos d'étiquettes blanches... C'est bien connu qu'il suffit d'une feuille de papier pour arrêter les rayonnements de l'argent radioactif ...

Arrivée à Flers, la déception a cédé à l'incrédulité : nous nous sommes retrouvés à une (mini) foire du gadget bio et de la consommation bobo écolo branchée. La palme du ridicule revient sans conteste à l'exposant qui vendait un truc électrique mais solaire pour ouvrir automatiquement les volets à double battant. Il faudra songer à glisser l'idée à Borloo pour qu'il en équipe les futurs logements sociaux ... Sur un autre stand on trouvait des plaquettes vantant l'électricité solaire avec le soutien de Total, EDF et AREVA (constructeur de centrales atomiques) ... Comment s'étonner alors de la désaffection de la population vers ce genre d'initiative où règne la confusion et le clientélisme ?

Dans la salle des fêtes, les débats étaient véritablement *soporifiques*. Des intervenants, scientifiques frustrés, jouaient aux pseudos experts en balançant des chiffres – parfois erronées d'ailleurs, mais sans finalement remettre en cause la société qui produit tout ça.

Nous avons bien tenu une table de presse, sans grande conviction. Les rares discussions que nous avons eues ont tout de même été enrichissantes, comme celui avec cette enseignante venue nous expliquer les bienfaits de la démocratie participative. Mais l'ajout de « participative » à « démocratie » signe bien l'aveu du non démocratisme régnant. Cette charmante enseignante convenant de la relation paradoxale, nous avoua même sa peur de sa démocratie et de ses institutions. Elle nous expliqua également que ce sentiment se généralisait contribuant de facto à inhiber la population. Nous lui posions donc cette question : comment est-ce possible qu'une république démocratique ayant pour devise « liberté, égalité, fraternité » puisse faire peur aux partisans de ces principes ? Elle concéda que tout ceci n'était qu'un rideau de fumée et que finalement notre démocratie était plus répressive que participative ...

Une petite satisfaction tout de même pour le petit groupe de libertaires présents : avoir fait chanter à la fin de la manif à des militants politiques verdâtres « enfouissez les déchets à l'Élysée ». Un message pour les présidentielles de 2007 assurément ...

En attendant, il reste du chemin à faire pour faire partager au plus grand nombre que le nucléaire est bien un enjeu essentiel pour notre futur proche.

Des militants CNT AIT de Caen, Rennes et Paris



SURVEILLER ET PUNIR

Nous reproduisons ici l'édito de la feuille d'information sur les méfaits sécuritaire qui est éditée par des compagnons du Syndicat Interco PARIS Nord des Yvelines (Houille / Sartrouville). Si vous souhaitez recevoir la feuille d'information, ou y participer, n'hésitez pas à nous contacter via le syndicat ou directement par courriel : surveiller_punir@yahoo.fr

Le nettoyage ethnique et politique se poursuit : stigmatisation des quartiers populaires, de l'immigré, rafles de sans-papiers, charters d'expulsions, assassinats, criminalisation de la pauvreté et du mouvement social, arrestations et condamnations en masse des lycéens ou des anti-capitalistes... Les indésirables de la classe bourgeoise et du gouvernement Sarkozy, exclus nés du système capitaliste ou militants pour l'abrogation des privilèges, sont devenus la cible favorite du contrôle social et policier. La menace terroriste sert de prétexte pour alourdir les mesures sécuritaires. Rien de tel, en effet, pour réaliser rapidement des projets réfléchis et concoctés de longue date comme le développement de la vidéosurveillance dans les transports publics ou les écoutes téléphoniques. Le discours sécuritaire est bien rodé ; il joue sur l'aspect irrationnel de la peur et conduit à considérer comme indispensable la «protection» policière. Sous couvert de terrorisme et d'insécurité les lois dites de Sécurité Quotidienne, Sécurité Intérieure et autres lois Chevènement, Vaillant, Sarkozy et Perben ont pu voir le jour. Avec elles le délit de fraude habituelle, l'aggravation du délit d'outrage à 6 mois de prison ferme. La restriction de nos libertés et de nos droits est désormais largement entamée.

Cet état de fait étant inacceptable voici quelques moyens d'agir sans intermédiaire afin de contrer les systèmes de contrôle et les dérapages de la police.

- Lorsque vous remarquez un contrôle de police, SUGE, GPSR, vigiles ou contrôleurs (RATP, SNCF...) vous avez le droit d'observer ce qui se passe en vous approchant. En règle générale, la police vous demande, alors, de circuler ; elle peut aussi vérifier votre identité ou votre titre de transport. Présentez les justificatifs demandés mais restez sur le lieu du contrôle, vous êtes

dans votre droit et vous permettez, le plus souvent, d'éviter les dérapages devenus réguliers des « représentants de la loi » : violence, provocations, accusations à tort d'outrage voire de rébellion des personnes contrôlées. Afin de ne pas être, à votre tour, accusé d'outrage contentez-vous d'observer. Ne vous adressez en aucun cas aux forces de l'ordre public !

Avec la plus grande discrétion et si vous le pouvez prenez des notes, des photos et enregistrez ce qui se passe. En cas de brutalités policières, n'hésitez pas à informer La Ligue des Droits de l'Homme et Amnesty Internationale.

Lors d'un contrôle les « représentants de la loi » sont autorisés à vérifier votre identité. En revanche, ils n'ont pas le droit de vous fouiller ni de vous palper sauf un officier de police judiciaire (OPJ) et en cas de perquisition, d'infraction flagrante, de commission rogatoire, d'enquête préliminaire, c'est-à-dire d'une autorisation de justice. La fouille à corps doit être faite dans un commissariat ou une gendarmerie. Si vous pensez être victime d'une fouille illégale relevez, autant que faite se peut, le n° de matricule du policier. Ne jamais oublier qu'en cas de garde à vue (qui ne peut durer plus de 24h sauf avis contraire du procureur), la police doit vous rappeler vos droits. Exigez que le procureur soit immédiatement informé de celle-ci ainsi que votre avocat et votre famille. Demander un examen médical par un médecin assermenté. Ne donner aucune information avant d'avoir rencontré votre avocat et surtout ne signez jamais une déposition, un PV. C'est votre droit le plus strict.

Agir par soi-même est efficace. C'est une forme de résistance passive et de marque de solidarité envers ceux qui subissent les violences. L'action directe peut être ainsi utilisée individuellement ou en groupe.

L'INSURGE : c'est le journal édité par les compagnons du Collectif Libertaire du 95 auquel participent des militants du groupe Nestor MAKHNO de la FA; du groupe Spartacus de l'OCL, de la Commission gens du Voyage, de la CNT, d'AL, de la CNT-AIT, etc ... Parmi le sommaire du prochain numéro : Après le NON, la révolution ! ou l'histoire d'un rêve, le mouvement lycéen dans le Val d'Oise, réflexions sur les collectifs et les comités de soutien, Pourquoi reste-t-il des anarchistes en ce début du XXIe siècle ...



A commander en écrivant à
L'Insurgé c/o CNT-AIT
BP 70118
95316 St-Ouen-l'Aumône

-DEBATS DEBATS - DEBATS - DEBATS

Vous êtes cordialement invités à participer aux débats suivants :

- **5 Novembre** (15h-18 heures) : "*Lutte syndicale ou lutte radicale*", rencontre avec le groupe Négatif au 39 rue de la Tour d'Auvergne (T.d'A)

- **19 novembre** (15h-18 heures) "*De la faillite argentine à la « guerre du gaz » en Bolivie, CRISES ET TROUBLES SOCIAUX EN AMERIQUE LATINE* ", rencontre avec un compagnon de la FORA d'Argentine au 39 rue de la T.d'A

SOLIDARITE OU RECUPERATION ?

Le mouvement lycéen de l'année 2005 a été exemplaire à plus d'un titre. Pendant plusieurs mois, des milliers de jeunes lycéens ont mené un mouvement auto-organisé, pour le retrait de la loi Fillon mais aussi pour une minorité non négligeable d'entre eux avec des objectifs très radicaux. Occupations, grèves, manifs spontanées et joyeuses, ils ont renoué avec une tradition de lutte que nous leurs aînés avons oublié. Pendant leur mouvement, ils n'ont reçu concrètement et véritablement le soutien d'aucun parti politique, ni syndicat, qui étaient tous occupés à la seule chose « sérieuse » du moment : la campagne politique pour le NON au référendum. Ainsi, le jour de l'ignominieux Lundi de pentecôte travaillé gratuitement, les seuls à avoir officiellement appelé à manifester à Paris sont ... les lycéens ! Les valeureux syndicalistes – eux – avaient la tête ailleurs.

A la fin du mouvement, pour lui donner un coup de grâce fatal, le gouvernement a procédé à des arrestations massives (plus de 180 lycéens arrêtés à Paris au cours d'une souricière policière et des dizaines d'autres en banlieue et en province). Le mouvement d'auto-organisation lycéen à la base ayant disparu par essoufflement, les organisations syndicales et politiques se retrouvaient dans une configuration qu'elles connaissaient et maîtrisaient, d'autant plus que le référendum était fini et qu'elle comptait bien utiliser tout le champ militant pour essayer de capitaliser leur résultat. On vit donc apparaître un Collectif de soutien aux lycéens inculpés, au départ à l'initiative de la coordination lycéenne mais très vite accaparé par tout le ban et l'arrière ban de la gauche.

Du point de vue de l'organisation interne du Collectif, dès le départ, la parole des lycéens a été confisquée par les adultes. Alors que le mouvement lycéen était auto-organisé, fonctionnant en démocratie directe, le Collectif a très vite retrouvé les mauvaises habitudes des politicards classiques : saucissonnage en multiples commissions qui sortent de leur cadre technique et prennent des décisions politiques, sans en référer ; enchaînement des conférences de presses, réunions, commissions, déclarations, etc ... Tout cela est incompatible avec un fonctionnement collectif (justement ...) et opère une sélection « par le temps » qui ne permet qu'aux permanents politiques ou syndicaux de pouvoir vraiment suivre le mouvement ...

Ainsi, alors que le mouvement lycéen avait su être inventif dans ses moyens d'action et d'expression, il ne faut pas s'étonner que – mis sous influence - le collectif retombe dans le schéma classique des vieilles tactiques éculées – et inefficaces : signatures de pétitions par les élus et les personnalités (les signatures d'ouvrier ou de chômeurs n'ont pas de valeur semble-t-il), conférences de presse squelettiques mais qui permettent à certains de se mettre en avant, apparitions médiatiques de quelques vedettes (ce qui a donné le résultat calamiteux de l'émission de Fogiel), rassemblements devant le ministère avec un tract où il y a plus de sigles que de participants, manifs avec sono bruyante qui empêche les discussions entre participants mais dont le micro ne

tourne qu'entre les mains de deux ou trois personnes, etc ... Très rapidement le Collectif s'est enfermé dans le ghetto militant, en concentrant son action sur les concerts (qui n'intéressent que le petit milieu) et en courant les manifs militantes en tout genre, plutôt que d'organiser des piquets devant les lycées, pourtant les premiers concernés.

Le Collectif de soutien est donc devenu le champ clos des rivalités politiques stériles. On a vu des groupes gauchistes protester parce que leur nom était mal orthographié en bas des tracts. Comme quoi ce qui compte pour eux, c'est avant tout la publicité qu'ils comptent retirer de l'affaire ...

Preuve qu'il s'agit d'une pathologie politique, le même phénomène est à l'œuvre en province. Par exemple, dans le Comité de soutien de Millau dans l'Aveyron, les principales organisations politiques ont annoncé la couleur en disant que le comité devait participer à la préparation du terrain pour les prochaines élections municipales ...

Des lycéens ont bien tenté de protester contre la bureaucratisation du Collectif, mais minoritaires parmi les représentants d'organisations politiques, ils sont dépossédés de leur lutte et leur voix a été étouffée. Le comble étant que ces lycéens qui posaient les questions gênantes en osant demander la souveraineté des AG ont été taxés par les gauchistes de ... « manipulés » !

C'est sur qu'avec de tels soutiens, les lycéens inculpés ont plutôt du souci à se faire ... Il est impossible de construire un réel rapport de force dans ces conditions. La justice l'a bien compris, et ce n'est pas la faiblesse des mobilisations qui vient la contredire le jour des procès. Les verdicts des premiers procès sont d'ailleurs lourds pour les faits reprochés (prisons avec sursis).

C'est pourquoi il est vital d'apporter un soutien direct en étant présent les jours de procès de façon à montrer à la "justice" que les lycéens ne sont pas complètement isolés. Nous pouvons vous communiquer les dates des prochains procès si vous souhaitez apporter votre soutien.

LA GREVE GENERALE

La « grève générale » est sans aucun doute une arme de lutte puissante aux mains du prolétariat ; elle est ou elle peut être une façon et l'occasion de déclencher une révolution sociale radicale. {...} la grève générale pourrait être un moyen efficace de transformation sociale, mais à condition de la comprendre et de l'utiliser autrement que ne le faisaient les artisans de la grève générale.

Aux premiers temps du mouvement socialiste, on comprenait clairement que le régime soutenu par la force des baïonnettes ne pouvait être abattu que si l'on amenait une partie des soldats à se transformer en défenseurs du peuple et si on battait dans une lutte armée les forces de police et ceux des soldats qui étaient restés fidèles à la discipline. {...} C'est pourquoi *on conspirait*, c'est à dire qu'on faisait une propagande active parmi les soldats, on cherchait à s'armer, on préparait des plans d'action militaires.

A vrai dire, les résultats étaient maigres parce que nous étions peu nombreux, parce que les buts sociaux pour lesquels on voulait faire la révolution étaient méconnus et rejetés par l'ensemble de la population ; parce que, en somme, « *les temps n'étaient pas mûrs* ».

Mais la volonté de préparer l'insurrection existait et elle trouvait peu à peu le moyen de se réaliser, la propagande commençait à toucher plus de gens et à porter ses fruits ; « *les temps mûrissaient* », ce qui était dû en partie à l'action directe des révolutionnaires et plus encore à l'évolution économique qui, en aiguissant le conflit entre travailleurs et patrons, développait la conscience de ce conflit, ce dont les révolutionnaires tiraient parti.

Les espoirs placés dans la révolution sociale augmentaient, et il semblait certain qu'à travers les luttes, les persécutions, les tentatives plus ou moins « *inconsidérées* » et malheureuses, les arrêts et les reprises d'activité fébrile, on arriverait dans un temps assez proche à déclencher l'explosion finale et victorieuse qui devait abattre le régime politique et économique en vigueur et ouvrir la voie à une évolution plus libre vers de nouvelles formes de vie en commun fondées sur la liberté de tous, la justice pour tous, la fraternité et la solidarité entre tous.

Mais le marxisme vint freiner de ses dogmes et de son fatalisme l'élan volontariste de la jeunesse {...}. Et malheureusement, avec ses apparences scientifiques (on était en pleine ivresse *scientiste*), le marxisme leurra, attira et fit se fourvoyer la plupart des anarchistes.

Les marxistes se mirent à dire que « *la révolution ne se fait pas, elle vient* » ; que le socialisme viendrait nécessairement suivant « *le cours naturel et fatal des choses* » et que le facteur politique (à savoir la force, la violence mise au service des intérêts économiques) n'a aucune importance, le facteur économique déterminant la vie sociale tout entière. Et ainsi la préparation de l'insurrection fut laissée de côté et pratiquement abandonnée.

Je ferai remarquer au passage que si les marxistes méprisaient toute lutte politique lorsque c'était une lutte qui tendait à l'insurrection, ils décidèrent soudain que la politique était le principal moyen, et presque le seul, pour faire triompher le socialisme dès qu'ils entrevirent la possibilité d'entrer au parlement et de donner à la lutte politique le sens restrictif de la lutte électorale. Et ils s'employèrent ainsi à éteindre dans les masses tout enthousiasme pour l'action insurrectionnelle.

C'est alors que, devant cet état de choses et cet état d'esprit général l'idée de la grève générale fut lancée et accueillie dans l'enthousiasme par ceux qui n'avaient pas confiance dans l'action parlementaire et qui voyaient dans la grève générale une voie nouvelle et prometteuse qui s'ouvrait à l'action populaire.

Mais le malheur, c'était que la plupart ne voyaient pas dans la grève générale un moyen de pousser les masses à l'insurrection, autrement dit à abattre par la violence le pouvoir politique et à prendre possession de la terre, des instruments de production et de toute la richesse sociale. Pour eux, la grève générale remplaçait l'insurrection ; ils y voyaient un moyen pour « *affamer la bourgeoisie* » et la faire capituler sans coup férir.

Et comme il est fatal que le comique et le grotesque soient toujours mêlés jusque dans les choses les plus sérieuses, il y en a qui entreprirent de chercher des herbes et des « *pilules* » capables de soutenir indéfiniment le corps humain sans qu'il soit nécessaire de se nourrir ; et ceci, afin de les signaler aux travailleurs et de les mettre en mesure d'attendre dans un jeûne pacifique que les bourgeois viennent présenter leurs excuses et demander pardon. Voilà pourquoi j'estime que l'idée de la grève générale a fait du tort à la révolution.

Mais j'espère et je crois que cette illusion-faire capituler la bourgeoisie en l'affamant - à complètement disparu ; s'il en restait encore, les fascistes se sont chargés de les dissiper.

La grève générale de protestation pour appuyer des revendications d'ordre économique et politique compatibles avec le régime peut être utile si elle est faite à un moment propice, quand le gouvernement et les patrons trouvent opportun de céder tout d'un coup, par peur du pire. Mais il ne faut pas oublier qu'il faut manger tous les jours et que si la résistance se prolonge, ne serait-ce que quelques jours, il faut soit se courber ignominieusement sous le joug des patrons, soit s'insurger...même si le gouvernement ou les forces spéciales de la bourgeoisie ne prennent pas l'initiative de la violence.

Il s'ensuit que si on fait une grève générale, que ce soit pour résoudre définitivement le problème ou que ce soit dans des buts transitoires, on doit être décidé et s'être préparé à résoudre la question par la force.

E.Malatesta (Umanita Nova, 7 juin 1922)

QUAND TOUT VA MAL ...

Il est évident que la situation sociale ne cesse de s'aggraver. La précarité se généralise, le nombre de RMistes explose. C'est à l'inflation de la pauvreté que nous assistons. Afin d'atténuer les statistiques, derrière lesquelles se trouvent des familles entières dans la galère, l'État, les collectivités locales font passer sans détour des mesures anti-sociales. La situation actuelle des RMistes est significative : c'est le travail précaire forcé et le flicage social, ou bien la radiation et l'élimination. Dans le même ordre d'idées, le Contrat Nouvelle Embrouille de Monseigneur Vile-Pain est doté d'une période d'essai de 2 ans qui précarise encore plus. En période d'essai, toute forme de revendication est en effet impossible : le patron peut facilement, sans aucune contrainte, se débarrasser des gêneurs. Par ailleurs, le changement continu d'entreprise est une entrave à l'organisation d'actions efficaces, qui nécessitent un minimum de préparation. Dans ce contexte, les nouvelles dispositions vont achever toutes vellétés de révoltes, pourtant légitimes.

POUR LES POLITICIENS IL EST URGENT D'ATTENDRE ... 2007

Les politiciens nous avaient promis que le non au référendum devait aboutir à un réveil de la lutte. En attendant, on assiste surtout à un réveil de la lutte des places pour savoir qui sera le futur candidat de la Gôche.

Il est primordial d'apporter un regard critique d'autant plus facile que les faits s'imposent d'évidence : la multiplication des journées d'actions de ces derniers mois, du type « La poste le mardi, la SNCF le mercredi, les fonctionnaires le jeudi... » ont-elles eu un réel impact ? Sur quelles revendications les travailleurs ont-ils obtenus satisfaction ? Comme toutes les personnes mobilisées ces jours de grève de 24 heures et de manifestations nationales, on reste dans l'expectative, on attend la suite, le prochain rendez-vous, le mois suivant. Cette stratégie de l'attente n'est pas due au hasard : il s'agit de nous faire poireauter en attendant que les politiciens se soient mis d'accord sur le nom du futur prétendant au trône.

Allons-nous continuer à se faire tondre la laine sur le dos par les patrons et les gouvernements, à faire trois petits tours et puis s'en vont à chaque fois que des organisations syndicales nous le demandent ? Où allons-nous amener une réponse à la hauteur des attaques dont nous sommes victimes depuis trop longtemps ?

CE QUE NOUS PERDONS PAR LA TRAHISON DES SYNDICATS, NOUS NE LE REGAGNERONS PAS PAR LE BULLETIN DE VOTE !

Nous ne pouvons plus accepter de rester passivement à la disposition d'organisations syndicales qui décident en notre nom de la forme que doit prendre notre action. Quelles leçons avons-nous tirées des revers de 2003-2004-2005 (retraites, éducation nationale, sécurité sociale, mouvement lycéen...) ? Il est trop facile de « tirer un trait » et de passer à autre chose sans bilan, sans essayer de tirer des leçons sur le déroulement et l'échec de ces luttes passées.

C'est aussi la responsabilité de tous de ne plus laisser à d'autres, le soin de gérer des luttes qui nous appartiennent. Puisque personne ne se battra à notre place, un fonctionnement auto-organisé des luttes est plus que jamais nécessaire : assemblées générales souveraines ; portes paroles élus, mandatés et révocables ; contrôle par la base. Ce mode de fonctionnement permet la multiplication des initiatives, le décroisement des individus réunis autour des revendications qu'ils portent, la création d'une solidarité interprofessionnelle à la base et ainsi, le développement d'une réelle dynamique de lutte. Il est important d'adopter une attitude ferme contre les dérives corporatistes, souvent entretenues par les centrales syndicales, qui divisent les travailleurs et conduisent à l'isolement et l'impasse.

Ce mode d'organisation n'est cependant pas une fin en soi. En effet, quand bien même les luttes fonctionneraient sur ce mode libertaire, il serait criminel de vouloir gérer ce système inégalitaire, ou de continuer à revendiquer sans cesse pour grappiller des miettes à la société capitaliste. L'égalité sociale et la véritable démocratie ne sauraient être réalisées dans une société capitaliste et parlementaire ; c'est pourquoi nos luttes doivent s'inscrire dans une perspective révolutionnaire, avec pour finalité le communisme libertaire.

GREVE GENERALE !